



## Retour sur la journée de grève et de mobilisations du 26 juin 2019 au ministère du travail

La mobilisation du 26 juin à Paris contre le démantèlement du ministère du travail à l'occasion du centenaire de l'OIT durant lequel Muriel Pénicaud devait prendre la parole a rassemblé entre 200 et 250 agents.es.



Nous avons commencé par un rassemblement et petit-déjeuner sur la place d'Iéna où selon la préfecture nous étions un peu trop visibles. La police nous a repoussés à 3 reprises jusqu'à nous parquer dans une rue adjacente à la place.

Pendant le rassemblement à l'extérieur, une dizaine de camarades s'est invitée au raout de l'OIT portant les couleurs de

l'intersyndicale et des affichettes dénonçant les suppressions de postes, les dangers supplémentaires pesant sur le service public de l'inspection et revendiquant le maintien de toutes nos missions. L'une des camarades a pris la parole pour dénoncer le double discours de Muriel Pénicaud, qui finalement était aux abonnés absents, mais qui appelle de ses vœux une « régulation sociale mondiale » mais sabre les effectifs de son propre ministère et participe en réalité à la casse de nos services publics. Leur intervention a été saluée et même applaudie par les personnes présentes.

Dehors durant le rassemblement plusieurs personnes ont pris la parole pour témoigner et dénoncer la situation de nos services dans les différentes régions. Philippe Martinez a tenu à nous rejoindre après avoir quitté le colloque et à saluer et apporter son soutien à nos revendications et notre mobilisation.

Vers midi, en plein cagnard, nous sommes partis en manifestation rythmée et animée en direction de la DRH des ministères sociaux rue Duquesne où, après un pique-nique, une assemblée générale s'est tenue. Quelques camarades ont fait un point de situation sur ce qu'il se passait dans leurs régions, afin de discuter des suites possibles de la mobilisation.

Suite à cette AG, nous avons acté de continuer à perturber le tour de France des services de la DGT comme l'ont fait ou ont prévu de le faire les collègues dans la Drôme, en Gironde et en Bretagne ; de multiplier les actions locales de boycott des plans d'actions, des remontées statistiques, des réunions de service comme notamment en Occitanie et continuer les actions d'envahissement des CODIR, des instances ou de boycott de ces dernières déjà entamées dans plusieurs régions (IDF, Normandie).



Continuons, amplifions la mobilisation, il est encore temps de lutter contre le démantèlement du ministère !